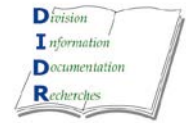


20 mai 2020



L'ONG "Public Association for Assistance to Free Economy" (PAAFE) et le portail "Property Rights"

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Résumé : L'Association publique pour l'aide à l'économie libre (en anglais : « Public Association for Assistance to Free Economy », PAAFE) est une ONG fondée en 2004 pour veiller à la liberté économique et à la bonne gouvernance. Elle se rattache à la coalition azerbaïdjanaise « Initiative pour la transparence des industries extractives » (EITI) et à plusieurs réseaux transnationaux de défense des droits de l'homme. Son président, Zohrab ISMAYIL, est en exil depuis 2014. « Property Rights » est un des programmes de PAAFE destiné à la défense des droits des propriétaires et résidents contre les expropriations et expulsions abusives. Plusieurs sources signalent l'insuffisance de la protection légale des propriétaires en Azerbaïdjan.

Abstract : Public Association for Assistance to the Free Economy (PAAFE) is an NGO founded in 2004 to ensure economic freedom and good governance. It is linked to the Azerbaijani coalition "Extractive Industries Transparency Initiative" (EITI) and to several transnational human rights networks. Its president, Zohrab ISMAYIL, has been in exile since 2014. "Property Rights" is one of PAAFE's programs intended to defend the rights of owners and residents against improper expropriation and eviction. Several sources report the inadequacy of legal protection for property owners in Azerbaijan.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

Selon les informations disponibles sur son site web, l'Association publique pour l'aide à l'économie libre (en anglais : *Public Association for Assistance to Free Economy*, PAAFE)¹ est une organisation non gouvernementale sans but lucratif, fondée le 5 janvier 2004 et enregistrée par le ministère de l'Intérieur le 26 mai 2006. Son objectif est de veiller à la liberté économique et à la bonne gouvernance. En 2004-2006, elle participe à un programme de surveillance du chantier de l'oléoduc du Caucase du Sud (oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan) soutenu par la fondation américaine *Open Society* ; en 2005, elle se joint à la coalition d'ONG « Initiative pour la transparence des industries extractives » (EITI). PAAFE est membre de plusieurs structures transnationales : Forum international des ONG, ayant son siège à Manille (Philippines) ; Forum international de la société civile du programme de partenariat oriental de l'Union européenne ; Réseau des défenseurs des droits de l'homme du Caucase du Sud ; Forum des ONG de la mer Noire. Son président est en même temps à la tête de l'EITI².

*Property Rights*³ est un des programmes associatifs rattachés à l'organisation PAAFE, consacré à la défense des droits des propriétaires et résidents contre les expropriations et expulsions abusives⁴. De 2012 à 2016, son portail publie trois rapports sur l'état du droit de propriété en Azerbaïdjan⁵.

¹ En azéri : "Azad Oqtisadiyyata Yardim Octimai Birliyi".

² PAAFE, "About Organisation", 2020, [url](#)

³ En azéri : "Mülkiyyət hüquqları".

⁴ PAAFE, "About Organisation", 2020, [url](#)

⁵ PAAFE, "On condition of right to property in 2011-2012 in Azerbaijan", 2013, [url](#) ; PAAFE, "Publications", n.d. [url](#)

En 2014, Zohrab ISMAYIL, président de PAAFE, doit s'exiler à la suite d'accusations controuvées ; cette affaire est rappelée par les ONG *Human Rights Watch* et EITI dans deux rapports parus en octobre 2016⁶. En mars 2015, Zohrab ISMAYIL, questionné par Afghan MUKHTARLI, journaliste azerbaïdjanais en exil travaillant pour le média *Institute for War and Peace Reporting*, déclare que la crise des emprunts immobiliers et la dévaluation de la monnaie azerbaïdjanaise sont les conséquences d'une mauvaise politique monétaire et bancaire⁷.

Le plus récent rapport de *Property Rights* est publié en janvier 2016 sous les signatures de Ramute REMEZAITTE, consultant indépendant pour les droits de l'homme, et Zohrab ISMAYIL, analyste économique. Ce document décrit une série d'expropriations abusives, démolitions et expulsions menées depuis 2009 dans l'agglomération de Bakou, notamment à l'occasion du chantier des Jeux européens de 2015 dans les quartiers Sovetski (district de Yasamal) et Sabail. Les rédacteurs critiquent les changements législatifs introduits en 2015 qui réduisent les possibilités de recours des résidents⁸. Ils font référence à deux décisions de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), « Akhverdiyav v Azerbaijan » de janvier 2015 et « Khalikova v Azerbaijan » d'octobre 2015, condamnant le gouvernement azerbaïdjanais pour éviction abusive de propriétaires⁹.

En avril 2016, le portail *Property Rights* signale une nouvelle vague de démolitions à Bakou dans les districts de Surakhani, Nasimi, Khatai, Narimanov, Nizami, Yasamal, Sabail, Pirallahi et Khazar¹⁰.

L'ONG Freedom House, dans son rapport annuel sur les droits de l'homme en Azerbaïdjan, publié en 2020, note que :

« Les droits de propriété sont affectés par des projets de développement patronnés par le gouvernement et qui entraînent souvent des expulsions forcées, des expropriations illégales et des démolitions exécutées sans ou avec peu de préavis. La corruption et la domination économique de compagnies appartenant à l'Etat ainsi que d'une élite liée au pouvoir politique créent des obstacles au développement des entreprises privées ordinaires. »¹¹

L'institut allemand *Bertelsmann Stiftung*, dans une étude publiée en avril 2020, note que :

« Les droits de la propriété privée ne sont pas garantis en Azerbaïdjan. Ils sont fréquemment violés par l'Etat et par de puissants oligarques. Malgré l'existence d'une législation sur les droits de propriété, la loi comporte des lacunes persistantes et l'application des dispositions légales reste très faible¹². »

⁶ Human Rights Watch, 20/10/2016, [url](#) ; Organisation mondiale contre la torture (OMCT), 20/10/2016, [url](#)

⁷ Afghan MUKHTARLI, Institute for War and Peace reporting, 27/03/2015, [url](#)

⁸ Ramute REMEZAITTE, Zohrab ISMAYIL, Property Rights, 01/2016, [url](#)

⁹ Ramute REMEZAITTE, Zohrab ISMAYIL, Property Rights, 01/2016, [url](#)

¹⁰ PAAFE, 07/04/2016, [url](#)

¹¹ Freedom House, 04/03/2020, [url](#)

¹² Bertelsmann Stiftung, 29/04/2020, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés le 19 mai 2020

Organisations non gouvernementales

Freedom House, "Freedom in the World 2020 – Azerbaijan", 04/03/2020
<https://www.ecoi.net/en/document/2025900.html>

Public Association for Assistance to Free Economy (PAAFE), "About Organisation", 2020¹³
<http://propertyrights.az/project/t-kilat-haqq-nda/>

Human Rights Watch, "HARASSED, IMPRISONED, EXILED - Azerbaijan's Continuing Crackdown on Government Critics, Lawyers, and Civil Society", 20/10/2016
https://www.ecoi.net/en/file/local/1033818/5228_1477033067_azerbaijan1016-web.pdf

Organisation mondiale contre la torture (OMCT), "Joint Letter: Letter to the Members of the Extractive Industries Transparency Initiative Board on the Working Conditions of Civil Society in Azerbaijan", 20/10/2016
<https://www.omct.org/human-rights-defenders/urgent-interventions/azerbaijan/2016/10/d24009/>

Public Association for Assistance to Free Economy (PAAFE), "A new wave of demolitions to begin in Baku", 07/04/2016
<http://propertyrights.az/news/bak-da-yeni-sokuntu-dal-as-ba-lana-bil-r/?language=english>

Ramute REMEZAITE, Zohrab ISMAYIL, "Property Rights in Azerbaijan: from illegal expropriation to forced eviction", Property Rights, 01/2016
http://propertyrights.az/site/assets/files/1360/property_rights_azerbaijan_2016.pdf

Public Association for Assistance to Free Economy (PAAFE), "On condition of right to property in 2011-2012 in Azerbaijan", 2013
https://www.ecoi.net/en/file/local/1013125/1930_1365688991_publicassociationassistancefreesconomy-azerbaijan-cescr50-3.pdf

Public Association for Assistance to Free Economy (PAAFE), "Publications", n.d.
<http://propertyrights.az/hesabatlar/situasiya-hesabatlar/>

Think tanks, universités et centres de recherches

Bertelsmann Stiftung, "BTI 2020 Country Report Azerbaijan", 29/04/2020
https://www.ecoi.net/en/file/local/2029510/country_report_2020_AZE.pdf

Média

Afgan MUKHTARLI, "Personal Debt Crisis Bites in Azerbaijan", Institute for War and Peace Reporting, 27/03/2015
<https://iwpr.net/global-voices/personal-debt-crisis-bites-azerbaijan>

¹³ Les pages en langue anglaise de cette association sont accessibles par le lien [url](#)